

Conclusion

2009, l'année de tous les dangers

Marcelin Joanis

Luc Godbout

En choisissant *Le Québec économique 2009* comme titre, nous ouvrons volontairement la voie à une analyse en deux temps. D'une part, nous souhaitons évaluer l'économie québécoise en mesurant le chemin qu'elle a parcouru au cours des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui. D'autre part, nous tenons à accorder toute l'attention nécessaire à une année qui, disons-le, sort manifestement de l'ordinaire.

Un regard thématique sur l'année 2009 met en relief qu'elle aura été l'année de tous les dangers pour l'économie mondiale. Partant d'une crise financière qui a connu son apogée à la fin de 2008, comme l'a noté Pierre Fortin, elle s'est rapidement propagée à l'économie réelle, entraînant l'économie mondiale dans sa première récession technique depuis que des données sur la production mondiale sont compilées. Comme c'était prévisible, la récession mondiale a eu tôt fait de frapper le

Québec, qui est entré en récession au quatrième trimestre de 2008.

Si au départ la récession restait difficilement palpable au Québec, le premier trimestre de 2009 a été marqué par l'annonce de pertes historiques par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ces pertes ont fait prendre conscience aux Québécois que la crise financière mondiale aurait des conséquences profondes qui allaient les toucher. À ce titre, comme le suggèrent Mathieu Laberge, Marcelin Joanis et François Vaillancourt, l'important est de s'assurer que la Caisse ait la capacité de rebondir et de profiter de la reprise pour garantir la pérennité des régimes de retraite dont elle a la charge.

Au fur et à mesure où l'année 2009 progressait, comme en témoignent les propos de Jean-Pierre Aubry, les impacts financiers de la crise faisaient place aux impacts sur le marché de l'emploi de cette première récession au Québec et au Canada depuis plus de 15 ans. Les pertes d'emploi et la dégringolade des profits des entreprises, combinées aux autres impacts de la crise financière et de la récession, ont eu un effet dévastateur sur les finances publiques du Québec.

En conséquence, le gouvernement a annoncé une série de budgets déficitaires au printemps 2009 et a suspendu temporairement la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, faisant en sorte que les cibles prévues par la *Loi sur la réduction de la dette* semblent aujourd'hui bien lointaines. Or, comme l'indiquent Youri Chassin et Marcelin Joanis, on ne saurait trop insister sur l'importance de retrouver rapidement le chemin de l'équilibre structurel et de garder le cap, à moyen et long termes, sur la réduction de la dette au Québec. À cet égard, comme l'illustrent Luc Godbout et Suzie St-Cerny, retrouver l'équilibre budgétaire sera une tâche ardue qui nous demandera de faire dès maintenant des choix de société difficiles. Pour y parvenir,

comme l'argumentent Mathieu Laberge et Claude Montmarquette, il faut établir des pratiques de budgétisation destinées à améliorer la planification budgétaire sur une longue période.

Car c'est évidemment à long terme qu'il faut envisager les défis de l'économie et des finances publiques québécoises. Et ces défis sont nombreux. Dans chacun des chapitres de la première partie, s'appuyant sur des comparaisons interprovinciales et internationales, une série de défis structurels ont été mis en évidence :

- Des retards de productivité et de croissance économique;
- Un marché du travail moins dynamique et un taux de scolarité de la main-d'œuvre à la traîne;
- Des revenus individuels et familiaux significativement inférieurs au reste du Canada;
- Une population vieillissante et un déficit migratoire interprovincial persistant;
- Des écarts grandissants de croissance démographique et de dynamisme économique entre les régions métropolitaines et périphériques;
- Un fardeau fiscal élevé selon les standards internationaux;
- Des dépenses publiques plus élevées que dans le reste du Canada et des pressions à la hausse; et
- Un endettement public élevé selon les standards internationaux.

Il ne faut toutefois pas occulter les impressionnants progrès que le Québec a accomplis au cours des dernières décennies. Les chapitres de la première partie ont également mis en lumière les succès du Québec :

- Une économie parmi les plus ouvertes de la planète;
- Un spectaculaire rattrapage tant du taux d'emploi que du taux de chômage par rapport au reste du Canada;
- Un système de redistribution particulièrement efficace;
- Un récent regain de la natalité et un solde migratoire international positif;
- Une croissance du niveau de vie par habitant dans toutes les régions;
- Un système fiscal généreux pour les familles selon les standards internationaux;
- Des dépenses publiques qui, malgré une solide tendance à la hausse des dépenses de santé, apparaissent compatibles avec notre richesse collective; et
- Un déficit budgétaire et un niveau d'endettement net qui ne sont pas hors de proportion selon les standards internationaux.

Le Québec doit s'appuyer sur ces succès passés pour prendre à bras le corps les défis de l'avenir, en commençant par un assainissement sans équivoque des finances publiques dès que la reprise se sera concrétisée. La récession de 2009 aura certes des conséquences pour les contribuables québécois, pour les travailleurs de plusieurs secteurs, pour les régions les plus touchées par le déclin de l'industrie manufacturière, pour les retraités affectés par le dégonflement de leurs épargnes, etc. Mais le Québec a somme toute été relativement épargné par la récession en 2009 et se trouve donc bien positionné pour rebondir.

À l'aube du cinquantième anniversaire de la Révolution tranquille, la poursuite des succès du Québec repose sur sa capacité à relever les défis de l'économie, de la démographie et de l'État soulignés dans ce *Québec économique 2009*. Rêvons qu'en 2010 le Québec s'attèle à inventer ce qu'il pourrait convenir d'appeler sa « Révolution durable ». Même si les défis de cette révolution se conjuguent à long terme, la démarche pour y parvenir s'entend à court terme. Ce sont les défis posés par les changements démographiques et climatiques, qui appellent au lancement de grands chantiers pour imaginer des solutions durables : mieux produire, mieux consommer, mieux travailler, mieux redistribuer la richesse, mieux accueillir les nouveaux arrivants, mieux préserver nos acquis, mieux assurer l'équité entre nos générations, mieux intervenir collectivement, mieux taxer, mieux arrimer nos interventions à nos moyens. Pour mieux vivre, tout simplement. Car l'économie demeure avant tout un moyen et non une fin.